

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE SITE INTERNET

1. Préambule

Par la présente Politique de Confidentialité, L&A Finance informe les Personnes Concernées sur la manière dont leurs Données Personnelles qui sont collectées directement et/ou indirectement par L&A Finance sont traitées par L&A Finance ainsi que sur les Droits Spécifiques pouvant être exercés.

2. Définitions

Les termes suivants, qu'ils soient employés au singulier ou au pluriel dans la présente Politique de Confidentialité, en ce compris son Préambule, auront la signification suivante :

Annexe de partage des données :	Désigne le document décrivant les grandes lignes des accords conclus entre L&A Finance et les entités avec lesquelles, L&A Finance agit en qualité de Responsable conjoint de traitement de Vos Données Personnelles, figurant en annexe de la présente Politique de confidentialité ;
Archivage Intermédiaire :	Désigne le déplacement des Données Personnelles qui présentent encore pour L&A Finance un intérêt administratif (comme en cas de contentieux et/ou en cas d'obligation légale) dans une base de données distincte, séparée logiquement ou physiquement et dont, en tout état de cause, l'accès est restreint. Cette archive est une étape intermédiaire avant la suppression des Données Personnelles concernées ou leur anonymisation ;
Destinataires :	Désignent l'ensemble des sous-traitants, responsables conjoints et destinataires des Données Personnelles traitées par L&A Finance ;
CGP :	Désignent les conseillers en gestion de patrimoine exerçant de manière indépendante notamment pour le compte de L&A Finance au titre d'un mandat et ce, aux fins de Vous proposer les produits et services de L&A Finance ;
Personne concernée (Vous/Votre)	Désigne toute personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, dont les données sont traitées par L&A Finance dans le cadre son activité et, notamment, les visiteurs du Site et/ou des locaux situés à l'adresse du siège social de L&A Finance, candidats à un emploi et prospects.
Responsable de traitement ou L&A Finance	Désigne la société L&A Finance, société par actions simplifiée immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 477 647 929, ayant son siège social 2, rue Euler, 75008, Paris, enregistrée à l'ORIAS sous le numéro 07028642 (www.orias.fr) en qualité de Courtier en assurance, d'Intermédiaire en opérations de banque et en services de paiement et de Conseiller en investissements financiers, adhérent de l'Anacofi-CIF, association agréée par l'Autorité des marchés financiers. Activité de transaction sur immeubles et fonds de commerce, carte professionnelle n° CPI 7501 2016 000 004 027 délivrée par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Garantie financière de la compagnie MMA IARD par ADD Value, 2 Bd de de la Gare, 95210 St Gratien (ci-après « L&A Finance » ou « Nous » ou « Nos »).

Règlementation sur Données Personnelles :	les Désigne la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, relative à la protection des données personnelles, en application du Règlement communautaire du 27 avril 2016 publiée au Journal Officiel de l'Union européenne le 4 mai 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « RGPD » pour Règlement Général pour la Protection des Données).
Site	Désigne le site Internet édité et exploité par L&A Finance et/ou par des sous-traitants de L&A Finance depuis lequel sont notamment collectées les Données Personnelles, à savoir notamment le site Internet accessible à l'adresse URL suivante : https://www.la-finance.fr/ .

3. Origine des Données Personnelles, description et finalités des traitements

3.1. Les Données Personnelles collectées directement auprès de Vous

Les Données Personnelles des Personnes Concernées sont collectées directement auprès de Vous dans les hypothèses suivantes :

- ▶ depuis le Site, via les différents formulaires de collecte y figurant ;
- ▶ en amont de notre relation contractuelle ou commerciale, lorsqu'un CGP procède à l'audit patrimonial afin de déterminer / affiner vos besoins et Vous proposer des solutions adaptées de Nos fournisseurs ;
- ▶ lors de Votre venue dans les locaux de L&A Finance dans le cadre de Votre rendez-vous avec un CGP et de l'enregistrement de la vidéosurveillance via le dispositif présent.

3.2. Les Données Personnelles collectées indirectement auprès de Vous

L&A Finance peut collecter indirectement Vos Données Personnelles dans les hypothèses suivantes :

- ▶ auprès de courtiers en données qui ont collecté directement Vos Données Personnelles à des fins de partage de celles-ci à L&A Finance dans le but, pour L&A Finance, de Vous proposer les services financiers et de gestion de patrimoine qu'elle distribue pour le compte de ses fournisseurs ;
- ▶ auprès de centres d'appels téléphoniques qui ont collecté directement Vos Données Personnelles et sur la base de ces informations, déterminé que les services financiers et de gestion de patrimoine distribués par L&A Finance étaient susceptibles de Vous intéresser et ont ainsi fixé un premier rendez-vous avec l'un de Nos CGP ;
- ▶ auprès des CGP qui ont collecté directement Vos Données Personnelles puis partagé à L&A Finance après avoir déterminé que les services financiers et de gestion de patrimoine distribués par L&A Finance étaient susceptibles de Vous intéresser ;
- ▶ auprès de sites Internet sur lesquels Vous avez mis librement à dispositions Vos Données Personnelles ainsi que des informations sur votre situation professionnelle compte tenu desquelles, les services financiers et de gestion de patrimoine distribués par L&A Finance sont susceptibles de Vous intéresser.

L'identité de ces sources Vous a notamment été précisée au premier contact reçu de Notre part.

Les opérations de prospection (collecte puis traitement) sont réalisées par ces sources en leur qualité de responsable de traitement autonome, sauf dans les hypothèses détaillées ci-dessous. Pour plus

d'informations à cet égard, Nous vous invitons à consulter directement leurs politiques de confidentialité.

Hypothèses où L&A Finance agit en qualité de responsable conjoint de traitement dans le cadre des opérations de prospections :

- ▶ Dans le cas où les informations collectées par les centres d'appels téléphoniques en leur qualité de responsable de traitement autonome, il est précisé que lorsqu'un rendez-vous est fixé avec Vous et un CGP par l'opérateur téléphonique, L&A Finance agit en qualité de responsable conjoint de traitement avec ce centre d'appels téléphoniques ;
- ▶ Lorsque la collecte des Données Personnelles par le CGP est réalisée aux fins d'établissement du profil et de la connaissance client, L&A Finance agit en qualité de responsable conjoint de traitement avec le CGP.

A ce titre, L&A Finance et le responsable conjoint de traitement ont respectivement pris des engagements dans le cadre d'un accord aux fins de collecter et traiter Vos Données Personnelles conformément à la Règlementation sur les Données Personnelles. Les grandes lignes de cet accord sont définies dans l'Annexe de partage des données personnelles.

3.3. [Catégories de Données Personnelles, finalités et bases légales aux opérations de traitement](#)

Ces Données Personnelles sont traitées pour réaliser les traitements ci-après :

DONNÉES PERSONNELLES TRAITÉES	FINALITÉS	BASES LÉGALES
<ul style="list-style-type: none"> • Données d'identification (nom, prénom, civilité, adresse postale, adresse e-mail, numéro de téléphone) ; 	Opérations de prospection, en particulier la fixation d'un premier rendez-vous avec l'un de Nos CGP aux fins de Vous proposer les produits et services distribués par L&A Finance.	<ul style="list-style-type: none"> • Consentement.
<ul style="list-style-type: none"> • Données nécessaires à l'appréciation de la capacité à occuper un emploi, aptitudes professionnelles, diplômes). • Données nécessaires à l'appréciation et l'élaboration de la stratégie d'investissement à Vous proposer : informations d'ordre économique et financières (charges, revenus, impôts), informations sur la situation professionnelle (niveau d'études, profession, ancienneté, régime, etc.); • Données de connexion ; • Données relatives à la navigation sur le Site ; • Données issues des caméras de surveillance présentent dans les locaux de L&A 	Etablissement du profil et de la connaissance client : <ul style="list-style-type: none"> - établir Votre profil investisseur : situation patrimoniale, financière, attentes et appétences aux risques ; - déterminer Vos besoins afin de Vous proposer une solution financière ou patrimoniale adaptée ; - réaliser l'audit patrimonial. 	<ul style="list-style-type: none"> • Obligations légales : <ul style="list-style-type: none"> ○ L541-8-1 4° du Code monétaire et financier et 325-8 du Règlement général de l'AMF applicables aux CGP ; ○ L.132-27-1 du Code des assurances applicable aux courtiers en assurance ; ○ L.561-5 du Code monétaire et financier obligeant les CGP, les Courtiers en assurance et les Intermédiaires en opérations de banque et services de paiement d'identifier le client ou, le cas échéant, en cas de personne morale, le bénéficiaire effectif.

Finance (images vidéosurveillance) de	Gestion de votre demande de premier rendez-vous pour un audit personnalisé.	<ul style="list-style-type: none"> • Intérêt légitime.
	Gestion des opérations utiles aux opérations de recrutement par le service des ressources humaines au poste de CGP ou de salarié de L&A Finance (réception CV, classement des CV et lettres de motivation adressés par voie postale et par courriel, création d'un espace candidat sur le Site), d'analyse des candidatures et d'évaluation des candidats, de réponse aux candidats à un emploi, d'accomplissement des formalités juridiques obligatoires, de création du dossier administratif des candidats retenus, de conservation d'un vivier des candidatures non retenues.	<ul style="list-style-type: none"> • Exécution du contrat de mandat ou du contrat de travail à intervenir entre la Personne concernée et L&A Finance. • Intérêt légitime pour répondre à la candidature.
	Gestion d'exercices de droits spécifiques.	<ul style="list-style-type: none"> • Obligations légales.
	Sécurité des biens et des personnes	<ul style="list-style-type: none"> • Intérêt légitime

4. Conservation des Données

Les Données Personnelles traitées dans le but de répondre aux obligations contractuelles ne sont pas conservées au-delà de la durée strictement nécessaire à la gestion de la relation contractuelle.

Toutefois, les Données Personnelles permettant d'établir la preuve d'un droit ou d'un contrat, ou conservées au titre du respect d'une obligation légale, pourront faire l'objet d'une politique d'Archivage intermédiaire pour une durée n'excédant pas la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont conservées, conformément aux dispositions en vigueur.

Les Données Personnelles traitées à des fins de prospection commerciale sont conservées pendant un délai de trois (3) ans à compter de leur collecte ou du dernier contact émanant de la Personne Concernée.

Les Données Personnelles concernant les candidats retenus seront intégrées dans leur dossier administratif et seront conservées pendant la durée de conservation applicable à celui-ci (soit jusqu'à cinq ans après la fin de la relation de mandat ou de travail). Les Données Personnelles concernant les candidats non-retenus ne sont pas conservées et sont définitivement supprimées.

Les Données Personnelles utilisées dans le cadre de la vidéosurveillance des locaux du Responsable du Traitement ne seront pas conservées au-delà d'une durée de 30 jours.

5. Le stockage des Données Personnelles

Le Site est hébergé par la société OVH, SAS, 2 rue Kellermann - 59100 Roubaix.

Toutes les précautions ont été prises pour stocker les Données personnelles des Personnes concernées dans un environnement sécurisé et empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des

tiers non autorisés y aient accès. Les informations transmises par la Personne concernée ne seront jamais transmises à des tiers dans un but commercial ni vendues ni échangées sans son **consentement**.

6. Destinataires ou catégories de Destinataires

Les Données Personnelles traitées sur le Site sont accessibles à certains collaborateurs (Back Office) afin de répondre au mieux aux finalités précitées mais également à des Destinataires externes autorisés pour la fourniture du service.

Nom du Destinataire	Pays d'établissement du destinataire des données	Nature des données	Finalité	Catégories de destinataire des données	Niveau de protection offert par le pays tiers ou exception prévue par la Règlementation sur les Données Personnelles
OVH SAS	France	► Données d'identification	Hébergement du Site	Sous-traitant	N/A
Web & Vous	France	► Données d'identification ► Données de connexion	Gestion du Site (maintenance, cookies)	Sous-traitant	N/A
Kafinéa	France	► Données d'identification ► Données relatives à la situation professionnelle (CV)	Gestion de la base de données des candidats	Sous-traitant	N/A
Hubspot	France	► Données d'identification	Gestion de la base de données prospect	Sous-traitant	N/A
Groupe Rayne	France	► Données d'identification ► Données relatives à la situation professionnelle (CV)	Gestion des opérations utiles aux opérations de recrutement par le service des ressources humaines au poste de CGP ou de salarié de L&A Finance	Sous-traitant	N/A

7. Droits spécifiques

7.1. Droits d'accès

La Personne Concernée a la possibilité d'obtenir de L&A Finance la confirmation que les Données Personnelles la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, l'accès aux dites Données Personnelles ainsi que les informations suivantes :

- les finalités du traitement ;
- les catégories de Données Personnelles ;
- les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les Données Personnelles ont été ou seront communiquées ;
- lorsque cela est possible, la durée de conservation des Données Personnelles envisagée ou, lorsque ce n'est pas possible, les critères utilisés pour déterminer cette durée ;

- e) l'existence du droit de demander à L&A Finance la rectification ou l'effacement de Données Personnelles, ou une limitation du traitement de ses Données Personnelles, ou du droit de s'opposer à ce traitement ;
- f) le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL ;
- g) lorsque les Données Personnelles ne sont pas collectées auprès de la Personne Concernée, toute information disponible quant à leur source ;
- h) l'existence d'une prise de décision automatisée, y compris un profilage, et, au moins en pareil cas, des informations utiles concernant la logique sous-jacente, ainsi que l'importance et les conséquences prévues de ce traitement pour la Personne Concernée.

Lorsque les Données Personnelles sont transférées vers un pays tiers ou à une organisation internationale, la Personne Concernée a le droit d'être informé des garanties appropriées, en ce qui concerne ce transfert.

L&A Finance fournit une copie des Données Personnelles faisant l'objet d'un traitement.

L&A Finance peut exiger le paiement de frais raisonnables basés sur les coûts administratifs pour toute copie supplémentaire demandée par la Personne Concernée.

Lorsque la Personne Concernée présente sa demande par voie électronique, les informations sont fournies sous une forme électronique d'usage courant, à moins qu'elle ne demande qu'il en soit autrement.

Le droit de la Personne Concernée d'obtenir une copie de ses Données Personnelles ne doit pas porter atteinte aux droits et libertés d'autrui.

7.2. Droits de rectification

La Personne Concernée a la possibilité d'obtenir du Responsable de traitement, dans les meilleurs délais, la rectification des Données Personnelles la concernant qui sont inexactes. Elle a aussi la possibilité d'obtenir que les Données Personnelles incomplètes soient complétées, y compris en fournissant une déclaration complémentaire.

7.3. Droits à l'effacement

La Personne concernée a la possibilité d'obtenir de L&A Finance l'effacement, dans les meilleurs délais, de Données Personnelles la concernant lorsque l'un des motifs suivants s'applique :

- a) Les Données Personnelles ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière par L&A Finance ;
- b) La Personne Concernée a retiré son consentement pour le traitement de ces Données Personnelles et il n'existe pas d'autre fondement juridique au traitement ;
- c) La Personne Concernée exerce son droit d'opposition dans les conditions rappelées ci-après et il n'existe pas de motif légitime impérieux pour le traitement ;
- d) Les Données Personnelles ont fait l'objet d'un traitement illicite ;
- e) Les Données Personnelles doivent être effacées pour respecter une obligation légale ;
- f) Les Données Personnelles ont été collectées auprès d'un enfant.

7.4. Droits à la limitation

La Personne Concernée a la possibilité d'obtenir du Responsable de Traitement la limitation du traitement de ses Données Personnelles lorsque l'un des motifs suivants s'applique :

- a) L&A Finance vérifie l'exactitude des Données Personnelles suite à la contestation par la Personne Concernée de l'exactitude des Données Personnelles ;
- b) Le traitement est illicite et la Personne Concernée s'oppose à l'effacement des Données Personnelles et exige à la place la limitation de leur utilisation ;
- c) L&A Finance n'a plus besoin des Données Personnelles aux fins du traitement, mais celles-ci sont encore nécessaires à la Personne Concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ;

- d) La Personne concernée s'est opposée au traitement dans les conditions rappelées ci-après et L&A Finance vérifie de savoir si les motifs légitimes poursuivis prévalent sur les motifs allégués.

7.5. Droit à la portabilité des Données

La Personne concernée a la possibilité de recevoir de L&A Finance les Données Personnelles la concernant, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine lorsque le traitement des Données Personnelles est fondé sur le consentement, ou sur un contrat et le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés.

La Personne concernée exerce son droit à la portabilité, il a le droit d'obtenir que les Données Personnelles soient transmises directement par L&A Finance à un autre Responsable de Traitement qu'il désignera lorsque cela est techniquement possible.

Le droit à la portabilité des Données Personnelles de la Personne Concernée ne doit pas porter atteinte aux droits et libertés d'autrui.

7.6. Droit d'opposition

La Personne Concernée peut s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des Données Personnelles la concernant fondé sur l'intérêt légitime du Responsable de Traitement. Ce dernier ne traitera alors plus les Données Personnelles, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs impérieux et légitimes pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la Personne Concernée, ou pourra les conserver pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

7.7. Directives post-mortem

La Personne Concernée a la possibilité de communiquer à L&A Finance des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de ses Données Personnelles après son décès, lesquelles directives peuvent être enregistrées également auprès « *d'un tiers de confiance numérique certifié* ». Ces directives, ou sorte de « *testament numérique* », peuvent désigner une personne chargée de leur exécution ; à défaut, les héritiers de la Personne Concernée seront désignés.

En l'absence de toute directive, les héritiers de la Personne Concernée peuvent s'adresser à L&A Finance afin de/d' :

- accéder aux traitements de Données Personnelles permettant « *l'organisation et le règlement de la succession du défunt* » ;
- recevoir communication des « *biens numériques* » ou des « *données s'apparentant à des souvenirs de famille, transmissibles aux héritiers* » ;
- faire procéder à la clôture de l'espace candidat de la Personne Concernée sur le Site et s'opposer à la poursuite du traitement de ses Données Personnelles.

En tout état de cause, la Personne Concernée a la possibilité d'indiquer à L&A Finance à tout moment, qu'elle ne souhaite pas, en cas de décès, que ses Données Personnelles soient communiquées à un tiers.

7.8. Exercice des Spécifiques des Personnes concernées

Les Droits peuvent être exercés, à tout moment, auprès de L&A Finance par courrier électronique au Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse suivante : dpo@ydes-avocats.com en précisant en objet « **Exercice données personnelles – L&A Finance** ».

Aux fins de faire valoir ses droits suivant les conditions visées ci-dessus et dans l'hypothèse où L&A Finance aurait des doutes sur l'auteur de la demande, L&A Finance pourra demander à celui-ci de justifier de son identité en mentionnant ses nom, prénom, adresse de courrier électronique et d'accompagner sa demande d'une copie d'une pièce d'identité en cours de validité.

Une réponse sera adressée à la Personne Concernée dans un délai d'un (1) mois maximum suivant la date de réception de la demande.

Au besoin ce délai pourra être prolongé de deux (2) mois par L&A Finance qui en donnera alerte à la Personne Concernée et ce, compte tenu de la complexité et/ou du nombre de demandes.

En cas de demande de la Personne Concernée de suppression de ses Données Personnelles et/ou en cas d'exercice de son droit à solliciter l'effacement de ses Données Personnelles, L&A Finance pourra toutefois les conserver sous forme d'Archivage Intermédiaire, et ce pour la durée nécessaire à satisfaire à ses obligations légales, ou à des fins probatoires pendant le délai de prescription applicable.

La Personne Concernée peut également porter réclamation devant l'autorité de contrôle compétente (la CNIL).

8. Cookies et opposition aux cookies

La Personne Concernée est informée, lors de sa première visite, la présence des cookies visés ci-dessous par un bandeau et l'invite à indiquer son choix.

Les informations sur les cookies sont collectées et traitées par L&A Finance pour les finalités et durées suivantes :

Cookies	Editeur	Finalité	Durée du cookie	Durée de conservation des informations
_ga	Google Analytics	Ce cookie autorise la fonction de suivi pour les visiteurs uniques sur le Site. Ce cookie permet de Vous reconnaître la prochaine fois que Vous naviguez sur le Site à partir du même navigateur de recherche.	2 mois	14 mois
wordpress_test_cookie	Wordpress	Ce cookie est utilisé pour vérifier si les cookies sont activés pour offrir une expérience utilisateur appropriée.	Session	Non applicable

Les cookies ne sont déposés que si la Personne Concernée l'accepte.

La Personne Concernée peut, à tout moment, s'informer et paramétrer les cookies en cliquant sur « *Personnalisez* » figurant dans le bandeau cookies présent en bas de chaque page du Site.

Dernière mise à jour : 2 mai 2025

Annexe – Partage de données personnelles

1. Préambule

Cette annexe a pour objet de Vous en faire savoir plus sur les engagements pris par les entités qui collectent et traitent Vos Données Personnelles.

L&A Finance et le Responsable conjoint de traitement concerné ont conclu un contrat :

- de partenariat avec un centre d'appels téléphoniques ayant, notamment, pour objet d'encadrer la fixation de rendez-vous avec Vous et un CGP aux fins de réaliser un audit patrimonial ;
- de mandat non-exclusif dans le cadre duquel, le CGP est mandaté par L&A Finance aux fins de réaliser un audit patrimonial Vous concernant afin de Vous proposer les produits et services distribués par L&A Finance.

Dans le contexte précité :

- la prospection téléphonique est réalisée par le centre d'appels téléphoniques dont la finalité générale et commune des parties est la transformation du prospect en client de L&A Finance sur la base de segments ciblés présentant un intérêt pour les produits et services distribués et/ou sous-distribués par L&A Finance. Les Données Personnelles sont ensuite traitées par L&A Finance pour la gestion du rendez-vous avec Vous ;
- la conduite de l'audit patrimonial est réalisée par le CGP dont la finalité générale et commune des parties est la distribution et/ou sous-distribution des produits et services de L&A Finance. Les Données Personnelles sont ensuite traitées par L&A Finance pour la constitution de la documentation de souscription puis la contractualisation à intervenir avec Vous.

Ainsi, les Responsables conjoints de traitement sont amenés à collecter et traiter Vos Données Personnelles de manière conjointe et dont les moyens, règles et modalités ont été fixées dans le cadre d'accords dont les grandes lignes figurent dans la présente Annexe de partage de données personnelles.

2. Définitions

Les termes suivants qu'ils soient employés au singulier ou au pluriel dans la présente Annexe de partage de données personnelles ont le sens qui leur est donné dans la Politique de Confidentialité ou la définition suivante :

Responsable(s) conjoint(s) de traitement : Désignent indistinctement (i) L&A Finance, (ii) le CGP et (iii) le centre d'appels téléphoniques.

3. Responsables conjoints de traitement

L&A Finance est Responsable conjoint de traitement avec les entités suivantes :

- Le CGP identifié dans l'audit patrimonial ;
- Le centre d'appels téléphoniques suivant : la société Confluence, société de droit israélien, ayant son siège social sis 4, Betsalel Street, Ramat Gan, Israël.

4. Information

Les Responsables conjoints de traitement s'engagent à Vous informer conformément à la Réglementation sur les Données Personnelles, dans le cadre de leurs politiques de confidentialité respectives ainsi que lors de la collecte des Données Personnelles, notamment par les mentions d'information imposées par la Réglementation sur les Données Personnelles.

Pour savoir de manière plus détaillée comment L&A Finance collecte et traite Vos Données Personnelle dans ce cadre, nous vous invitons à consulter la Politique de confidentialité.

Pour savoir de manière plus détaillée comment les CGP et/ou le centre d'appels téléphoniques collectent et traitent Vos Données Personnelle dans ce cadre, nous vous invitons à consulter leurs politiques de confidentialité qui vous ont été transmises par eux.

5. Exercice des droits

Les Responsables conjoints de traitement s'engagent à se transmettre, mutuellement, toute demande d'une personne concernée dans les meilleurs délais.

Les Responsables conjoints de traitement examineront et analyseront ensemble votre demande et désigneront conjointement le Responsable conjoint de traitement qui répondra à votre demande.

Vous pouvez exercer les droits que vous confère la Réglementation sur les Données Personnelles à l'égard de et contre chacun des Responsables conjoints de traitement.

6. Sécurité des traitements

Les Responsables conjoints de traitement s'engagent à mettre en œuvre les mesures de sécurité et de confidentialité nécessaires à la conformité des traitements à la Réglementation sur les Données Personnelles, notamment des mesures organisationnelles et techniques de sécurité et de confidentialité.

7. Violation des données personnelles

Les Responsables conjoints de traitement s'engagent à s'assister dans l'hypothèse d'une violation de Données Personnelles.

A cet égard, le Responsable conjoint de traitement qui a identifié une telle violation s'engage à assister et notifier l'autre Responsable conjoint de traitement dans les meilleurs délais sur la nature et les circonstances de la violation, les risques et les mesures mises en œuvre ou prévues.

Les Responsables conjoints de traitement s'engagent à prendre les mesures nécessaires permettant de limiter au maximum la propagation de la violation des Données Personnelles ainsi qu'à évaluer la situation et déterminer, d'un commun accord, s'il convient de la notifier à l'autorité de contrôle compétente et, le cas échéant, les personnes concernées, selon les modalités prévues dans leurs procédures respectives.